

No

Un film de Pablo Larraín



Sortie en Suisse romande: 13 mars 2013

Nominé aux Oscars 2013 dans la catégorie «Meilleur film étranger»

Drame/Comédie, Chili, États-Unis, Mexico 2012, DCP, couleur, 110 min

Distribution: cineworx gmbh · +41 61 261 63 70 · info@cineworx.ch · www.cineworx.ch

Presse: Eric Bouzigon · eric.mail@bluewin.ch · +41 79 320 63 82

Table des matières

| | |
|-----------------------------------|----|
| Fiche artistique | 2 |
| Fiche technique | 2 |
| Synopsis | 3 |
| Entretien avec Pablo Larraín | 5 |
| Biographie de Gael García Bernal | 6 |
| Entretien avec Gael García Bernal | 7 |
| Biographie d'Alfredo Castro | 8 |
| Entretien avec Alfredo Castro | 9 |
| Référendum chilien de 1988 | 11 |
| Récompenses et festivals | 15 |
| Presse | 16 |

Fiche artistique

René Saavedra
Lucho Guzmán
Verónica
Urrutia
Le caméraman
Fernando
Ministro Fernández
Simon
Ricardo

Gael García Bernal
Alfredo Castro
Antónia Zegerz
Luis Gnecco
Marcial Tagle
Néstor Cantillana
Jaime Vadell
Pascal Montero
Alejandro Goic

Fiche technique

Réalisation
Scénario
d'après la pièce «Le Référendum» de
Caméra
Montage
Son
Casting
Décors
Costumes
Musique
Production
Coproduction
Producteurs

Coproducteurs

Producteurs exécutifs

Pablo Larraín
Pedro Peirano
Antonio Skármeta
Sergio Armstrong
Andrea Chignoli
Miguel Hormazabal
Solange Medina
Estefania Larraín
Francisca Roman
Carlos Cabezas
Fabula producciones
Participant Media (États-Unis)
Daniel Marc Dreifuss
Juan de Dios Larraín
Pablo Larraín
Pablo Cruz
Gael García Bernal
Diego Luna
Jeff Skoll
Jonathan King



Synopsis

NO raconte l'histoire de René Saavedra (Gael García Bernal), un jeune et impertinent publicitaire. Apolitique et habitué à vendre des micro-ondes et des sodas, il accepte pourtant la proposition des opposants de Pinochet de concevoir la campagne publicitaire - celle du «non» - contre le maintien à la présidence d'Augusto Pinochet lors du référendum de 1988.

En acceptant de mener la campagne du «non», Saavedra s'oppose ainsi à son collègue de travail, Lucho Guzman, qui orchestre la campagne du «oui» pour le régime de Pinochet. Personne ne croit à une victoire de l'opposition – à part Saavedra. Avec peu de moyens, lui et son équipe imaginent alors une campagne joyeusement loufoque pour remporter l'élection et libérer le Chili.

NO nous démontre avec humour et perspicacité l'efficacité de la propagande et le pouvoir d'une bonne publicité.



Biographie de Pablo Larraín

Pablo Larraín est né à Santiago du Chili en 1976. Il fonde en 2003 avec son père Hernan Larraín et son frère Juan de Dios Larraín la société Fabula, chargée du développement de projets audiovisuels et de communication.

Comme la plupart des cinéastes chiliens, Pablo Larraín est marqué par la dictature du général Pinochet. Si son premier long métrage «Fuga» (2006) n'y fait pas directement référence, son second en revanche, «Tony Manero», tourné en 2007, a pour toile de fond le régime autoritaire. Le film est un drame social autour d'un homme hanté par le personnage de «La fièvre du samedi soir» interprété par John Travolta. Le film est sélectionné en 2008 à la Quinzaine des Réalisateurs à Cannes. «Santiago 73, Post Mortem», son troisième long métrage, qui raconte l'histoire d'un homme travaillant dans une morgue et amoureux de sa voisine danseuse qui disparaît mystérieusement, est sélectionné en compétition du Festival International de Venise en septembre 2010.

En 2010, Pablo Larraín réalise «Prófugos» la première série de télévision produite au Chili par HBO. En juin 2012, il commence le tournage de la deuxième saison.

NO est son quatrième long métrage et le troisième volet de sa trilogie sur la dictature chilienne, présenté à la Quinzaine des Réalisateurs à Cannes 2012.



Entretien avec Pablo Larraín

Comment avez-vous utilisé les caméras de l'époque pour trouver le langage cinématographique du film?

Nous avons utilisé le même format que celui de presque toutes les archives originales qui sont dans le film. Ainsi, nous avons obtenu comme résultat une image identique à celle réalisée dans les années 80, afin que le spectateur parcoure cet imaginaire sans différencier le matériel d'archives et l'image filmée lors du tournage. Nous évitons ainsi la perception d'un matériau «d'époque» en créant un hybride, de temps, d'espace et de matériel, généré grâce à des caméras à tube Ikegami de 1983. Le format presque carré en 4:3 et ce choix unique dans la technique audiovisuelle de réaliser ce film avec des caméras vidéo analogiques, sont aussi une manière de résister à l'hégémonie esthétique du HD.

Comment le modèle utilisé pour vaincre la dictature s'est-il installé dans le Chili post-Pinochet?

René Saavedra est un enfant du système néolibéral impulsé par Pinochet. C'est pour cela qu'il est intéressant que ce soit lui, avec les mêmes outils idéologiques que ceux mis en place par la dictature, qui se charge de mettre Pinochet en déroute. Il le fait en inventant une campagne publicitaire remplie de symbolismes et d'objectifs politiques, qui en apparence sont seulement une stratégie de communication, mais qui en réalité cachent le devenir d'un pays. Pour moi, la campagne du «No» est la première étape de la consolidation du capitalisme comme unique système possible au Chili. Ce n'est pas une métaphore, c'est directement cela, de la publicité pure et dure, amenée à la politique.

Que signifie pour vous d'achever cette trilogie, après «Tony Manero» et «Santiago 73, Post Mortem»?

Clore un cycle. En espérant que les films génèrent des liens entre eux. «Santiago 73, Post Mortem» parle des origines de la dictature, «Tony Manero» de son époque la plus violente, et NO de sa fin. Ce qui m'intéresse probablement le plus, c'est de faire le bilan, de revisiter l'imaginaire de la violence, de la destruction morale et de la distorsion idéologique, pas pour la comprendre, mais pour dire qu'elle a existé. Peut-être avec le temps, les films donneront un regard sur une période pleine de labyrinthes sombres et tristes, de joies maladroites et souvent forcées.

Biographie de Gael García Bernal



Dès l'âge de 9 ans, ce fils d'acteurs fait ses premiers pas à la télévision dans la série «Teresa». Il enchaîne, trois ans après, avec le soap «El abuelo y yo» et participe à plusieurs courts dont «De tripas corazon» (1996) nominé pour l'Oscar du meilleur court métrage, et se produit sur scène avant de débarquer à Londres pour étudier à la Central School of Speech and Drama.

Gael García Bernal s'illustre par la suite dans deux longs métrages mexicains qui le révèlent à un large public: «Amours chiennes» (2000) de Alejandro González Inárritu et «Et... ta mère aussi» (2001) d'Alfonso Cuarón. García Bernal multiplie par la suite les rôles controversés et dérangeants: il se fait remarquer en 2002 pour son rôle

de prêtre attiré par une jeune femme dans «Le Crime du père Amaro».

Après un détour par les États-Unis, où il tourne la comédie romantique «Autour de Lucy» (2002) et le drame «Attraction fatale» (2003), il crée l'événement en 2004 à Cannes en apparaissant sous les traits du Che dans «Carnets de voyage» de Walter Salles. Après cette expérience à travers l'Amérique latine, il atterrit en Espagne pour tourner «La mauvaise éducation» sous la direction de Pedro Almodóvar.

L'année suivante, il fait son retour sur la Croisette pour la présentation dans la section Un Certain Regard de «The King», un drame de James Marsh où l'acteur incarne un jeune marin à la recherche de son père devenu pasteur d'une église baptiste. Un an plus tard, il entre dans l'univers déjanté du réalisateur français Michel Gondry en tenant le rôle principal de «La Science des rêves», celui d'un doux rêveur qui ne sait pas faire la différence entre ses évasions nocturnes et la réalité. La même année, il retrouve Alejandro González Inárritu en jouant dans «Babel».

Il passe pour la première fois derrière la caméra en 2007 en portant sur grand écran une adaptation de la série télévisée mexicaine «Ruta 32» intitulé «Déficit». En 2008, le comédien tourne dans le film «Rudo y Cursi» où il interprète le frère de Diego Luna, avant de rejoindre le casting du film «Blindness» du brésilien Fernando Meirelles.

En 2009, il renoue avec un univers des plus fantasques en jouant le rôle du mexicain dans «The Limits of Control» de Jim Jarmusch. Par la suite, il allie les extrêmes, recouvrant tour à tour les traits d'un mari fidèle et débordé par son travail dans une comédie romantique se déroulant à Vérone («Letters to Juliet»), et ceux d'un homme marié à la dérive aux côtés de Michelle Williams dans «Mammoth». Il renoue avec le film social indépendant en 2011 avec «Même la pluie» d'Icíar Bollaín.

Au-delà de son métier d'acteur, Gael García Bernal est producteur et réalisateur. Il a créé avec Diego Luna et le producteur Pablo Cruz la société Canana qui a pour ambition de promouvoir le cinéma mexicain, notamment indépendant, à la fois dans le pays et à l'étranger.

Entretien avec Gael García Bernal

René Saavedra est-il un symbole de l'époque dans laquelle il a vécu? Ou s'agit-il d'un symbole de ce que nous vivons aujourd'hui?

René est un personnage inhérent au contexte dans lequel il a vécu, mais il est aussi éternel; il symbolise le réveil politique d'une personne en apparence apolitique. Étant une conséquence de la politique vécue par ses parents dans l'exil, la persécution, un être toujours étranger, il recherche au cours de l'histoire une manière inaperçue de se réconcilier avec son être politique qui est appelé à changer son milieu immédiat. J'ai l'impression que ce passage à la maturité est constant chez l'être humain, en se rendant compte que l'on peut changer les choses par soi-même.

Quelle est selon vous la plus grande réussite de la campagne du «No», en considérant sa dimension politique et publicitaire?

La plus grande réussite de la campagne du «No» a été d'une part, d'utiliser le système néolibéral mis en place par la dictature, et d'autre part, la démocratisation des médias dans l'état rudimentaire dans lesquels ils se trouvaient à l'époque. On peut dire que la campagne a dépassé la droite par la gauche, et par la droite. Ils ont appelé à l'optimisme et à la joie, dans un pays submergé par les chocs douloureux, conséquences de sa politique récente.

Pinochet est l'unique dictateur de l'histoire récente à avoir abandonné le pouvoir à travers une élection démocratique. Comment voyez-vous Saavedra avec cette perspective?

Je pense que ce qui a triomphé à ce moment-là, est un des actes fraternels les plus importants et les plus purs qu'ait vécu la démocratie dans le monde. En s'engageant sciemment dans une campagne que la grande majorité estimait frauduleuse dès ses débuts, Saavedra et son équipe ont estimé que le sacrifice en valait la peine et ont décidé de l'assumer une fois pour toutes. Pour eux, pour leurs parents, pour leurs enfants. C'est pour cela que Saavedra m'a plu, car il s'est converti en quelqu'un d'héroïque et de plausible. Longue vie à Saavedra. Il me manque déjà.

Biographie d'Alfredo Castro

Alfredo Castro Gómez, né en 1955 à Santiago du Chili, est diplômé en Arts Dramatiques de la Faculté des Arts de l'Université du Chili. Il travaille en tant qu'acteur dans diverses troupes de théâtre depuis 1977. En 1990, il crée sa propre troupe et travaille au Théâtre National et au Théâtre de l'Université Catholique du Chili comme metteur en scène. Il est fréquemment invité à l'étranger, en France notamment où il reçoit une bourse du gouvernement français pour assister trois metteurs en scène de renom : George Lavelli, George Lavaudant, George Lassalle.

Il brille au petit écran chilien, dans de nombreuses séries dès le début des années 80, mais paraît seulement à cinquante ans au cinéma, dans le premier long métrage de Pablo Larraín «Fuga» (2006) qui marque le début de leur collaboration.

Il traverse les frontières avec son second film «Tony Manero» (2008), dans la peau d'un monsieur tout le monde qui, en pleine dictature de Pinochet, focalise sur John Travolta dans «La fièvre du samedi soir» de John Badham, et ne vit plus que pour le disco, dans une schizophrénie qui le conduit au meurtre en série.

Il prête sa voix pour le thriller américain «Unknown» de Simon Brand (2006), et joue dans «Casa de Remolienda» de Joaquin Eyzaguirre (2007), «La buena vida» d'Andrés Wood (2008) et «Secretos» de Valeria Sarmiento (2008). Il reçoit de nombreux prix pour ses mises en scène de théâtre et ses rôles, son interprétation dans «Tony Manero» lui valant notamment le prix du Meilleur acteur au Festival de Turin.



Entretien avec Alfredo Castro

Comment rapprocher Raúl Peralta («Tony Manero»), Mario Cornejo («Santiago 73, Post Mortem») et Luis Guzmán (NO)? Comment sont-ils liés?

Raúl Peralta, Mario Cornejo et Luis Guzmán fraternisent dans leur solitude, dans leur invisibilité aux autres, dans leur relation de soumission au pouvoir. Ce qui cependant les rend radicalement différents, c'est que Guzmán croit et soutient une idéologie. Il est le représentant le plus nuisible et le plus dangereux de la droite chilienne, un arriviste dépourvu de tout talent, mais dévoué et utile à la dictature. Ce qui m'a personnellement ému dans ce rôle, c'est sa solitude infinie et l'espérance secrète d'entrer un jour dans le cercle fermé et familial de Pinochet tout en sachant qu'il n'y arrivera jamais. C'est le contraire de Raúl, un être dépourvu d'idéologie, qui prétendait, dans son coin de l'histoire, exercer le pouvoir sur les plus dépourvus que lui et tuer impunément comme dictateur. Enfin, Mario, un homme que les circonstances historiques ont subitement converti en un personnage de l'histoire la plus sanglante et indésirable de la nation chilienne. Guzmán, par lui-même, adhère à des idéologies analogues: la dictature et le marché. Aucun sentimentalisme, aucun idéal, aucun geste et aucune poésie. La seule idéologie du marché, du trafic et du commerce, qui ne distingue pas un dictateur d'un micro-onde.

C'est votre troisième film qui se situe à la même époque. En considérant que presque trois décennies se sont écoulées depuis, comment travaillez-vous la perception du temps et de l'espace?

Je ne pense pas qu'il s'agisse de la «même époque». La manière dont Pablo Larraín révèle cela est intéressante: dans «Tony Manero», il retrace les instants les plus répressifs et cruels de la dictature. Postérieurement, dans «Santiago 73, Post Mortem», il observe les débuts de cette horreur; dans NO l'apparente agonie de la dictature. Apparente, car celle-ci a continué et poursuit son œuvre au Chili derrière les ombres d'une démocratie de façade. Bien que les trois films soient rapprochés dans le temps, ils n'appartiennent pas à la même époque. Une «époque» peut se passer en quelques heures, en quelques jours. Cette «époque», cette dictature, avec d'autres visages plus «démocratiques», continue d'opérer aujourd'hui comme une structure de pouvoir et de système économique à travers de puissants groupes, une structure aussi cruelle dans sa ségrégation et sa discrimination envers les plus démunis que l'a été la néfaste dictature qui les a mis en place.

Que pensez-vous du fait que la publicité ait un rôle aussi important dans la communication politique actuelle?

Cette relation, entre politique, propagande et agitation de masse, est nécessaire pour provoquer de grands changements sociaux et a toujours existé. Pendant la Première Guerre Mondiale, il s'est créé en Europe des Ministères de la Propagande ou de l'Information; plus tard la même chose en Russie avec Lénine, et en Allemagne avec le mouvement nazi. Il est arrivé la même chose au Chili avec le référendum de 1988. La dictature dispose de tout l'appareil de communication en sa faveur ainsi que d'un grand soutien citoyen. Cependant, il apparaît nécessaire aux créatifs de la campagne d'accéder à cette grande masse terrorisée d'indécis et de dissidents, avec des messages symboliques qui font appel à l'inconscient des personnes, à leurs instincts,

leurs émotions et leurs sentiments. Simplifier au maximum les idées, peu d'idées, mais claires et concentrées. C'est pour cette raison que la campagne du «No», principalement dirigée par de jeunes publicitaires, «La joie arrive enfin» est, comme le dit si bien Guzmán, mon personnage dans le film, une promesse, un idéal futur et de changement imbattable. Et il en fut ainsi.



Référendum chilien de 1988

Le référendum chilien du 5 octobre 1988 fut organisé dans le cadre de l'application des dispositions transitoires de la constitution chilienne de 1980 pour décider de la prorogation au pouvoir jusqu'en 1997 du général Augusto Pinochet, exerçant la fonction de chef de l'État chilien suite au coup d'Etat militaire mené le 11 septembre 1973 contre le gouvernement du président Salvador Allende.

Le résultat fut négatif à 55,99% des voix, contre 44,01% de soutien au chef de la dictature militaire chilienne.

La victoire du «No» débouche sur une transition démocratique avec l'élection d'un Congrès et d'un nouveau président de la république qui entra en fonction le 11 mars 1990.

Origines du référendum

La constitution chilienne de 1980 prévoyait une période transitoire qui commencerait le 11 mars 1981 pour se terminer à la fin du mandat présidentiel de Pinochet, soit le 11 mars 1989.

La constitution prévoyait qu'au moins 90 jours avant la fin du mandat présidentiel, les commandants en chef des forces armées, le directeur général des carabiniers ou, en l'absence d'unanimité, le conseil de sécurité nationale comprenant le contrôleur général de la république, devaient désigner celui qui occuperait la fonction du chef de l'État pour le mandat suivant de 8 ans, dont la ratification serait validé par un référendum plébiscitaire auprès de la population chilienne.

La constitution prévoyait que :

– Si la désignation du candidat est validée par référendum (option du «Si»), il entrerait en fonction à la date prévue du 11 mars 1989. Les dispositions permanentes de la Constitution entreraient totalement en vigueur impliquant l'organisation dans les 9 mois d'élections législatives pour désigner des députés et des sénateurs auxquels seraient transférés, trois mois plus tard, la totalité des pouvoirs législatifs détenus jusque-là par la junte de gouvernement.

– Si la désignation du candidat n'est pas validée par référendum (option du «No»), le mandat présidentiel du titulaire, en l'occurrence Augusto Pinochet, serait prorogé d'une année jusqu'au 11 mars 1990 tout comme les pouvoirs législatifs de la junte. Durant cette période, des élections législatives et présidentielles seraient organisées, au moins 90 jours avant la fin du mandat prorogé.

Organisation

La loi n°18556 organisa les conditions matérielles et citoyennes visant à mettre à jour les listes électorales, à partir du 1^{er} octobre 1986 et qui devaient être remises à jour en 5 mois. Les registres électoraux furent ouverts le 25 février 1987 pour tous les citoyens chiliens, hommes et femmes ainsi que pour les résidents étrangers, âgés de plus de 18 ans.

Près de 92% des personnes en âge de s'inscrire effectuèrent les démarches administratives. Cette mobilisation électorale inquiéta tant l'opposition que le gouvernement. Pour les premiers, il existait la crainte de double inscription de la part de partisans des militaires, pour les seconds, c'était la crainte d'une mobilisation massive de tous les opposants à la dictature.

Parallèlement, conformément aux dispositions de la constitution prévoyant le retour du pluralisme les partis politiques furent de nouveau légalisés par la loi n°18603 du 23 mars 1987. Ainsi, pour la première fois, une dictature sud-américaine, non seulement rétablissait les partis politiques, mais convoquait un référendum plébiscitaire potentiellement révocatoire à son encontre.

Les débats furent vifs au sein des différents partis politiques, surtout ceux opposés à la dictature chilienne, sur l'opportunité de se faire enregistrer selon les termes législatifs et de reconnaître ainsi les lois du régime militaire. La grande majorité d'entre eux néanmoins décidèrent de se faire enregistrer leur permettant d'obtenir un statut officiel plusieurs mois avant la date du référendum et de mener une campagne électorale. Le 7 juillet 1987, l'artisan de la victoire au plébiscite de 1980, Sergio Fernández, supporter convaincu de Pinochet, est nommé ministre de l'intérieur.

Dès le 2 février 1988, 13 formations d'opposition appelèrent à participer au référendum et à voter «No». Elles décidèrent de se regrouper dans une structure politique souple appelée «Concertación de Partidos por el No» (qui devint par la suite Concertation des partis pour la démocratie).

De leur côté, les partisans du «Si» s'organisèrent. En avril, les plus conservateurs et les plus proches des militaires formèrent l'Union démocrate indépendante. D'autres rejoignirent Renovation nationale, plus divers politiquement, qui ne parvint pas à adopter une position unanime sur la question du soutien au «Si» ou au «No», le plus important étant pour lui l'application des dispositions permanentes de la Constitution de 1980.

Le 12 juillet 1988, les commandants en chefs des forces armées et de le directeur général des Carabiniers se réunissent pour établir les formalités prévues par la constitution. Ils désignent Augusto Pinochet le 30 août comme candidat pour se succéder à lui-même à la présidence du Chili. La date du 5 octobre est retenue pour la convocation du référendum.

Le 31 août 1988, 17 partis d'opposition (Parti démocrate-chrétien du Chili, MAPU, MAPU-OC, PADENA, le parti humaniste du Chili, la Gauche chrétienne, l'Union libérale républicaine, les Verts, le Parti national pour le No, le Parti radical du Chili, le Parti radical-socialiste du Chili, le Parti social-démocrate, le Parti Socialista-Almeyda, le Parti Socialista-Núñez, le Parti socialiste historique, le Parti socialiste Mandujano, USOPO et le Parti pour la démocratie) publièrent dans un document officiel appelé «Principios básicos de institucionalidad democrática» que le triomphe du «No» lors du référendum sera le point de départ vers un processus menant à reconstruire au Chili un véritable régime démocratique.

La candidature de Pinochet, et donc du «Si», est de son côté appuyé par l'Union démocrate indépendante, la majorité de Renovación Nacional, par le Parti National pour le «Si», par le Parti libéral pour le «Si», par le Parti démocrate-radical, par le Parti du Sud et par le Parti Avangarde Nationale.

Campagne référendaire

La campagne référendaire commence le 5 septembre 1988 à 23h00. Pour la première fois, elle a également lieu à la télévision par le biais de spots de campagnes de 15 minutes chacune.

En peu de temps, la supériorité technique du «No» apparaît non seulement au niveau des campagnes publicitaires, mais aussi au niveau des slogans, de l'affichage (un arc en ciel symbole de

pluralisme) et de l'argumentaire – ce que reconnaîtra plus tard le ministre de l'intérieur, Sergio Fernández. Le message de la Concertation se veut d'ailleurs positif et rassurant, axé sur un avenir meilleur, et non sur le passé, le coup d'État ou les violations des droits de l'Homme. Il prend d'ailleurs le soin de se démarquer du mandat de Salvador Allende, renversé par le coup d'État, promettant qu'une victoire du «No» ne signifie pas le retour au chaos et aux antagonismes qui avaient existé durant le gouvernement d'Allende.

De son côté, les partisans du «Si» axe leur campagne autour du souvenir des années du gouvernement de l'Unidad Popular et de Salvador Allende, dans le but d'en faire un repoussoir. En même temps, l'image de Pinochet est retravaillée par ses conseillers tentant de faire disparaître l'image du militaire sévère et rigide aux lunettes noires derrière celle d'un grand-père paternaliste et aimable. Les clips publicitaires ne manquent pas de le montrer auprès des Chiliens, qu'ils soient célèbres ou inconnus, et de vanter le développement économique intervenu depuis son arrivée au pouvoir.

À partir du 22 septembre 1988, des milliers de partisans du «No» organisent des défilés à partir de plusieurs villes du pays pour converger vers Santiago. Ceux du «Si» le font à leur tour à partir du 2 octobre. Selon les sondages et enquêtes publiées, les motivations des électeurs du «No» sont essentiellement la mauvaise situation économique du pays (72%), notamment la mauvaise répartition des revenus et des richesses, et les violations des droits de l'homme par la dictature (57%).

Les résultats du 5 octobre 1988

La veille du 5 octobre, des rumeurs d'un éventuel boycott du référendum par l'opposition parcourent le Chili ainsi que celles d'une éventuelle suspension par le gouvernement malmené dans les sondages. Les États-Unis et le Royaume-Uni obtiennent l'assurance que le général Pinochet reconnaîtra le résultat même s'il lui est défavorable. Pas moins de 7'435'913 électeurs sont attendus aux urnes. Les élections se déroulent calmement.

Les sondages effectués dans la journée annoncent une victoire du «No». Vers 19h30, le sous-secrétaire à l'intérieur annonce que sur la base de 72 bureaux de votes, le «Si» remporte 58% des suffrages. L'opposition commence à parler de manipulation des urnes. Plus tard dans la soirée, les commandants en chef de l'armée sont informés que le «No» devance le «Si» et demande une entrevue avec le général Pinochet qui refuse.

À partir de 21h00, les estimations officielles et officieuses se contredisent mais progressivement, le «Si» recule et à 23h15, le comité pour des élections libres (non officiel) annonce la victoire du «No» par 55,2% des voix contre 44,6% au «Si». Au même moment, la Dirección Nacional de Comunicación Social reçoit l'ordre d'interrompre toutes retransmissions télévisées et radiophoniques appelant à célébrer la victoire du «No». Parallèlement, le général Pinochet est lui aussi informé des résultats donnant, selon les dépouillements en cours, 53% au «No» et est informé que cette avance est cette fois irrémédiable. À la télévision, Sergio Onofre Jarpa, président de Renovación Nacional débat tardivement avec Patricio Aylwin. Jarpa est l'un des premiers partisans du «Si» à confirmer la victoire du «No» à la télévision précipitant le début des manifestations de joies devant le palais de la Moneda.

C'est à plus de minuit que Pinochet réunit ses ministres, les informe des résultats du plébiscite et leur annonce sa démission. Une autre réunion a lieu également avec les membres des forces armées mais progressivement, les officiels du régime reconnaissent publiquement la victoire de l'opposition. À la remarque de Sergio Fernández selon laquelle le haut pourcentage des partisans du «oui» était exceptionnel, le général des forces armées lui fit demander pourquoi alors ils n'étaient pas en train de sabrer le champagne en cet instant. Un décret fut proposé à Pinochet par lequel il ne reconnaîtrait pas les résultats du plébiscite et assumerait tout le pouvoir. Ce projet de décret provoque l'hostilité de la majorité des membres du gouvernement. À l'issue de la réunion, Pinochet finit par reconnaître la défaite et ordonne la publication des résultats officiels. Ils sont publiés à 2h du matin.

Le 6 octobre au matin, des milliers de chiliens fêtent la victoire du «No» dans les rues des grandes villes du pays. Le général Pinochet intervient en uniforme à la télévision et, s'étant manifestement ravisé, confirme la continuation de l'application du processus électoral prévu par la constitution de 1980. De son côté, la Concertación informe le pape Jean-Paul II que le Chili était de nouveau une démocratie.

Conséquences

La défaite de Pinochet conduit le pays à une transition démocratique qui s'achève le 11 mars 1990. Conformément à son mandat reçu lors du plébiscite de 1980, Pinochet reste ainsi le chef de l'État chilien pendant encore une année. Des élections pour le Congrès et la présidence de la république sont organisées et la constitution amendée pour lui permettre d'entrer pleinement en fonction, mettre un terme aux différentes dispositions transitoires et permettre une transition consensuelle et pacifique. Ainsi, la loi constitutionnelle n° 18825 du 17 août 1989, négociée entre le gouvernement et les partis politiques chiliens, est préalablement approuvée par référendum plébiscitaire le 30 juillet 1989 par 91,25% des électeurs. Cette loi impliquant 54 réformes constitutionnelles complète les articles concernant la réforme constitutionnelle, donne au pluralisme politique une valeur constitutionnelle, renforce les droits constitutionnels et les principes démocratiques et encadre le recours à l'état d'urgence.

En décembre, les élections présidentielles aboutissent à la victoire dès le premier tour de Patricio Aylwin, membre de la démocratie chrétienne et candidat de la Concertation des parties pour la démocratie, et les élections parlementaires donnent une majorité aux partis de la Concertation pour la démocratie.

La victoire du «No» permet ainsi la fin de la dictature, et le retour de la démocratie au Chili.

Récompenses et festivals

(Sélection)

Nominé aux Oscars 2013 dans la catégorie «Meilleur film étranger»

Festival de Cannes, Quinzaine des réalisateurs, 2012

Prix Art Cinéma de la C.I.C.A.E.

Festival international du film de São Paulo, 2012

Meilleur film étranger

Festival international du film de Locarno, 2012

Piazza Grande

Festival international du film de Toronto, 2012

Festival international du film de Londres, 2012

Festival du film de New York, 2012

Festival du film de Telluride, 2012

Filmar en Americana Latina, 2012

Prix du Jury des Jeunes

Festival international du nouveau cinéma latino-américain de La Havane, 2012

Grand Prix Corail

Festival de Biarritz, Cinémas et cultures d'Amérique Latine, 2012

Prix du syndicat français de la critique de cinéma

EntreVues Belfort – Festival du film, 2012

Festival du film de Sarlat, 2012

Festival du film de Saint-Sébastien, 2012

Presse

Derrière ce titre sec, NO, qui signifie simplement «non», ce Chilien [Pablo Larraín] de 36 ans signe un film galvanisant, en surface du moins, sur le renversement en 1988, à l'issue d'un plébiscite, du régime d'Augusto Pinochet. (...).

Le sujet n'est pas la destitution de Pinochet, qui est annoncée dès l'introduction, avec quelques éléments de contexte. Le sujet, qui pose des questions infiniment plus complexes que l'alternative entre dictature et démocratie, c'est la campagne. La campagne présentée depuis le point de vue des communicants, et dont on comprend qu'elle ne s'est finalement jouée que sur ce terrain. Le oui ne l'a pas emporté parce que le peuple demandait plus de justice, mais parce que l'équipe qui le défendait était nulle en communication (...).

Pablo Larraín, lui, confirme son talent de grand cinéaste politique. Aboutissement d'une trilogie qui faisait du spectacle le nerf de la dictature Pinochet, No élargit son propos aux sociétés capitalistes modernes dans leur ensemble.

LE MONDE

Un film émotionnellement et intellectuellement passionnant et doté d'un humour étrange (...).

Le style visuel convainc en se mettant au service de la narration: en tournant avec des caméras U-Matic. Pablo Larraín gomme la frontière entre la fiction et les spots publicitaires originaux de la campagne du «non». Gael García Bernal brille dans une interprétation précise, subtile et émouvante.

NEW YORK TIMES

Pablo Larraín nous livre un film captivant du début à la fin, plein d'un humour noir qui distinguait déjà ses films précédents (...). Les 110 minutes passent comme un éclair grâce au montage formidable d'Andrea Chinogli et les performances des acteurs sont impeccables tels que dans les autres films de Pablo Larraín. Bernal livre une des ses meilleures performances.

VARIETY

Le succès secret de Cannes 2012 (...).

Pablo Larraín a créé un spectacle d'un naturalisme hautement artificiel (...). NO est à la fois un divertissement populaire et un objet conceptuel sophistiqué - peut-être le dernier film situationniste.

SIGHT AND SOUND